



Réseau des Défenseurs  
des Droits Humains  
en Afrique Centrale

## Lettre Conjointe

Chers membres du Conseil de sécurité;

Le Réseau des défenseurs des droits de l'homme en Afrique centrale, dont le siège est à Douala-Cameroun et qui couvre 8 pays d'Afrique centrale et Front Line Defenders dont le siège est à Dublin, les organisations en charge de la protection et de la sécurité des défenseurs des droits de l'homme saisissent votre illustre organisation pour vous exhorter de prendre les mesures appropriées pour la protection et la sécurité des défenseurs du Cameroun en général, et des défenseurs des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en particulier.

Depuis octobre 2016, le Cameroun connaît une crise socio-politique sans précédent, qui a débuté avec la grève des avocats anglophones (pour la traduction en anglais des textes de l'OHADA) (Bamenda, Nord-Ouest), suivie de la grève des anglophones professeurs et étudiants de l'Université de Buea (Sud-Ouest); suivi de la création du Consortium de la société civile anglophone et mise en place d'un dialogue entre l'État et le consortium, dialogue qui sera rapidement interrompu par le gouvernement:

1er octobre 2017: tentative de proclamation de la sécession par les Ambazoniens, 100 personnes ont été tuées par les forces de sécurité, et depuis cette date, la crise sociopolitique a pris de l'ampleur dans les conflits armés entre les séparatistes radicalisés et le gouvernement camerounais via les forces de sécurité et de défense.

De manière générale, la situation des droits de l'homme, des libertés fondamentales ainsi que de la protection et de la sécurité des défenseurs au Cameroun reste très préoccupante même si nous pouvons saluer la brève volonté politique du président Paul Biya dans la recherche de solutions. Cela a abouti à la convocation du Grand Dialogue national le 30 septembre 2019 bien qu'il ne reflète pas le caractère inclusif que tout le monde attendait, la libération de 333 militants le 3 octobre 2019 et la poursuite de l'accusation de certains dirigeants et militants du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), parti d'opposition, en particulier le Pr. Kamto, candidat et 2e à l'élection présidentielle de 2018.

Au-delà des nombreux abus et violations graves des droits de l'homme observés dans ce conflit et perpétrés par les deux parties au conflit, il convient de noter la prolifération des groupes armés et des armes de petit et de gros calibre. Ce qui nous préoccupe le plus, ce sont de nombreuses arrestations et détentions arbitraires. Plus de 1 000 dossiers de militants sont toujours pendants devant le tribunal militaire, qui n'a pas vocation à juger des civils. Outre les arrestations et les détentions, les défenseurs des droits humains paient le prix fort, les disparitions forcées, les menaces de mort, les assassinats ciblés, les agressions physiques et les contacts sexuels, les attaques contre la propriété privée, la filature, l'exil forcé. Voici la liste non exhaustive mais emblématique des défenseurs des droits humains, hommes et femmes visés:

Tableau :

**Les défenseur(e)s en danger dans le Nord-Ouest, Sud-Ouest et le littoral au Cameroun**

<b>Date</b>	<b>Nom</b>	<b>Organisation</b>	<b>Ville</b>	<b>Menace</b>	<b>Observations</b>
Le 6 Août 2018	Mowha Franklin	Président de FrontLine Fighters For Citizen Interests	Bamenda	Mowha Franklin a été arrêté et détenu à maintes reprises dans le cadre de ses activités de défense et protection des droits humains, sa famille menacée avait par le passé été relocalisée. Depuis juin 2018, il se sentait menacé par des personnes anonymes. Depuis le début de la crise sociopolitique, il était très engagé sur le reportage et la documentation des violations à Kumba dans le Sud- Ouest du Cameroun. Le 6 Août 2018, jusqu'à ce jour, il reste introuvable. le 05 septembre 2018 à déposer une plainte au Parquet du Tribunal de Première Instance de Kumba pour déclarer la disparition.	Communiqué de presse pour l'ouverture du dossier Délocalisation de sa famille à Bamenda et relocalisation à Bangangté.
En novembre 2018	Agbo Magdaline Tarkang	Changing Mindsets and Empowering Group	Buëa	Magdaline subit des menaces de mort avec sa famille depuis le début de la crise sociopolitique. Les personnes n'ont identifiés ont cambriolé le bureau et ont emporté le matériel de travail, Elle reçoit des menaces chaque jour lui promettant la mort.	Fonds d'urgence pour l'acquisition du matériel informatique sécurisé
En décembre 2018	Sally Maforchi Ndeh	Common Action for Gender Development	Bamenda	Sally reçoit des menaces de mort, des sms anonymes par des ambazoniens lui demandant d'abandonner son travail de défense des droits de l'homme si non ses enfants seront kidnappés. Elle était obligée de cacher ses enfants dans une autre ville.	Relocalisation de sa famille et elle-même à l'Ouest du Cameroun.

En décembre 2018	Frida Ebai	Common Action for Gender Development	Buéa	Frida a eu la visite des personnes armés qui ont cassé sa porte ont emporté les téléphones portable, son matériel de travail, la télévision et une somme d'agent qu'elle avait chez elle Elle a reçu des menaces lui disant qu'on connaît son organisation si elle continue à les dénoncer elle et sa famille seront brulé la prochaine fois qu'ils reviendront.	Relocalisation à Limbé au Sud-Ouest
En Avril 2018	Omam Esther	Reach Out	Buéa	Les ambazoniens sont arrivés dans ses bureaux et ont vandalisé tout emportant les téléphones portable, les laptops, une somme de 450 000f cfa et l'on bousculé elle est tombé et a eu un choque sur la tête.	Fonds d'urgence pour l'acquisition du matériel informatique sécurisé
Le29	Musa	Défenseur des	Bamend a	Arrestation et détention arbitraire suite à une plainte	Observation du procès

mai2018	Ndamba	droits humains et 1 <sup>er</sup> vice-président national de l'Association pour le Development Social et Culturel de Bamenda		déposée par le milliardaire et membre du comité Central du RDPC pour « désinformation ».	
En février 2019	Losha Géraldine	A Common Future	Bamenda	Elle a reçu la visites des individus armés chez elle qui ont cassé sa porte centrale et l'on menacé d'arrêter son travail d'activiste si non elle verra ce qui lui arrivera Ils ont pris à leur passage des téléphones portable, une somme de 400 000f et son matériel de travail.	Communiqué de presse
Le11 février 2019	Philippe Nanga	ONG Un Monde Avenir	Douala	Après avoir organisé un café débat réunissant les jeunes venant des régions anglophones et du littoral sur le thème : « regards croisés des jeunes sur la crise dite anglophone », deux hôtels contactés ont refusé d'accueillir cet évènement.	Communiqué de presse

Le29 octobre 2019	Michel Biemtong	Journaliste et défenseur des droits humains, directeur du media en ligne hurinews	Yaoun dé	Arrestationetdétentionarbitraire,accuséede« <i>incitation au terrorisme</i> ».	Communiqué de presse, Observation du procès Délocalisé au Burkina- Fasso
Le31 octobre 2018	Mimi Mefo TAKAMBOU	journaliste, rédactrice en chef adjointe et présentatrice vedette de langue anglaise, d'Equinoxe radio/TV	Bamen da	Arrestation et détention arbitraire accusée de « <i>propagationdefaussesnouvellesetcybercriminalité</i> ».	Communiqué de presse Observation des procès Relocalisation à Londres
Février 2019	Mboumien Sally Maforchi	Common Action for Gender Development	Bamen da	Menacedemortavecsafamillepardeshommesarmés nonidentifiés	Rélocalisé à Bafoussam dans la région de l'Ouest
Février 2019	Baiye Frida Ebai	Blessing Associates for Women and Children	Buéa	Cambriolagedudomicile,menacedemortpar des hommes armés nonidentifiés	Rélocalisé à Iimbé, Sud- Ouest

Février 2019	Magdaline Agbor	Changing Mindsets and Empowering Groups	Buéa	Cambriolage, des bureaux et domicile, menacé de mort par des hommes armés non identifiés	Fond d'urgence pour remplacer le matériels de bureau, sécurisé les bureaux et le domicile Délocalisé à Buéa, Sud-Ouest
Le 20 Août 2019	Maximiliènn e Ngo Mbe	REDHAC	Douala	Maximiliènn e a tenu un point de presse au siège du REDHAC, suite à la décision du Tribunal Militaire de Yaoundé quant à la condamnation de sieur Ayuk Sisiku Tabe et 09 de ses coaccusés. Ce jour, nous avons eu la visite des policiers en civil qui voulaient se faire passer pour des journalistes malheureusement nous avons découvert.	Note de position
Le 22 Août 2019		REDHAC	Douala	Les bureaux du REDHAC sont surveillés 24h/24 par des policiers en civil fait semblant d'être en communication avec son téléphone	Intervention des voisins
Le 2 Août 2019		REDHAC	Douala	Après une rencontre avec le préfet du Wouri le 17 Août 2019, après avoir organisé le 1 <sup>er</sup> dialogue inter communautaire le 14 Août 2019 à la salle des fêtes d'akwa, ce dernier a fait comprendre à Madame Maximilienne en présence de la Co-présidente Me Alice Nkom, que le Ministre de l'administration Territoriale M. Atanga Nji, lui a demandé de faire taire Madame Maximilienne parce qu'elle est très dure.  Le 28 Août 2019, Madame Maximilienne a été Agressé par un homme armé après l'avoir fait des touchements sexuel, il lui dit : « <i>je ne suis pas là pour ça juste pour te donner un avertissement</i> » l'incident a eu lieu quelque temps après la sortie du Ministre de l'administration Territoriale M. Atanga Nji ou il a clairement dit aux journalistes : « <i>une ONG a qui les journalistes donne la parole sur les médias est dans le collimateur et que si cela continue les responsables vont se retrouver au village de si je savais</i> »	Fonds d'urgence pour la relocalisation temporaire, les soins psychologiques Visite du Commissaire Bledo de la P.J qui s'excuse et prend l'engagement de faire la lumière ; La saisine par la CADHP auprès du gouvernement, renvoie du dossier au procureur général ;  Plainte déposé par le Conseiller Juridique.
Le 16 septembre 2019	Philippe Nanga	ONG Un Monde Avenir	Douala	Cambriolage de la voiture de Philippe Nanga par des personnes non identifiées pour son intervention sur l'agression de Madame Maximilienne dans un média à Douala	Communiqué de presse
Le 30 Novembre 2019	Pascal Ngwany	Community Initiative for Sustainable Development	Bamenda	Assassiné alors qu'il était dans un programme d'assistance pour les déplacés internes et autres victimes de la crise sociopolitique	Appel urgent et plaidoyer